

CHOISIR LES ROMANS

UNE ENQUÊTE AUPRÈS DE DIX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

UNE des premières fonctions des bibliothécaires est de constituer les fonds dont ils ont la charge. Cette fonction leur est reconnue par les élus des collectivités responsables des bibliothèques et par les lecteurs, mais ils n'ont, pour l'exercer, aucun point d'appui sûr : il n'y a pas de bibliothèque idéale, ni de norme d'acquisition, et d'ailleurs il ne peut y en avoir. C'est donc dans une certaine solitude que cette fonction s'exerce, même si des équipes pluridisciplinaires, dans les meilleurs des cas, la prennent en charge.

Seuls juges

La formation, sur cette question pourtant fondamentale, est notamment insuffisante : elle se limite à quelques heures de cours et à quelques lignes dans les manuels. Il y est dit que les acquisitions sont affaire de culture, de goût, de flair... et que c'est une affaire surtout de personnalité. L'ABF affirme que « le bibliothécaire est seul à connaître à la fois les techniques bibliothéconomiques, les fonds dont il a la charge, les besoins des lecteurs, les techniques d'animation et de promotion de la lecture » (motion votée au congrès de 1984). Personne n'indique que le bibliothécaire, pour remplir correctement cette fonction d'enrichissement des collections, doit avoir, ou devrait avoir, une culture phénoménale et un sens de la divination absolument exceptionnel. Que savons-nous en effet des nouveautés qui nous sont annoncées par vagues hebdomadaires dans *Livres Hebdo*, sans que nous ayons pu les avoir physiquement dans les mains avant de les acheter ? Comme le dit Renaud Camus, un livre ne nous parvient que déjà chargé de sens¹. Mais cette connaissance a ses limites et n'est

1. Renaud CAMUS, « Quel vain préjugé, hélas, voudrait qu'il fallût lire les livres, toujours, pour en avoir une opinion ! Le titre, la bande éventuellement, la prière d'insérer, la collection, la maison d'édition, le nom de l'auteur, sa tête, son langage, ce qu'on sait de lui, ce qu'on peut en avoir remarqué à la télévision, les gens qu'on voit le lire, qu'on sait l'aimer, tous ces éléments, et bien d'autres nous donnent une idée assez nette d'un ouvrage ; non pas de ce qu'il contient précisément, sans doute (et encore) mais de sa valeur, de son niveau littéraire ou intellectuel », *Manières du temps*, POL, 1985, p. 377.

pas valable pour tous les ouvrages. A la vérité, on peut dire que, dans chaque bibliothèque, on travaille aux acquisitions dans un certain isolement, sans qu'un travail collectif, engageant plus largement la profession, permette une analyse approfondie de la question. Chaque équipe résout seule, de la façon qu'elle pense être la plus efficace, cette difficile question des choix, sans pouvoir faire partager aux bibliothécaires d'autres établissements, à la fois ses difficultés et les options retenues.

Les critères sont souvent fluctuants et les politiques d'acquisition mal définies. Elles sont d'ailleurs malaisées à définir, tant les pressions des lecteurs, de la production éditoriale, des élus (quelquefois), des médias (toujours) sont importantes, et tant la notion de valeur d'un livre est sujette à discussion selon le point de vue adopté. Qui de nous peut affirmer ne pas avoir d'inquiétude sur l'efficacité de ses choix ? Comment adapter offre et demande, sachant que la demande s'exprime peu, en dehors des grands succès, des besoins scolaires et de formation (de l'inconnu, il n'y a pas de désir !), et sachant aussi que la production éditoriale qui va alimenter notre offre est impossible à appréhender dans sa totalité...

Il y a cinquante ans, il était conseillé aux bibliothécaires de ne pas acheter les livres dès leur parution, mais d'attendre afin que leur éventuelle valeur s'affirme avec le temps². Ce souci de ne faire entrer dans la bibliothèque que les bons livres, réellement utiles à la formation des individus, donc à la collectivité, peut-il encore être le leur, alors que la production accrue et l'importante circulation commerciale du livre modifient la nature et la fréquentation des bibliothèques ? Les livres de poche, les collections sentimentales pléthoriques, le dynamisme de France-Loisirs, le succès des émissions télévisées sur le livre sont des phénomènes qui influent sur les demandes des lecteurs et, par conséquent, sur les pratiques des bibliothécaires. Notons aussi

2. Voir à ce sujet : *Mission sociale et intellectuelle des bibliothèques populaires*, Institut international de coopération intellectuelle, Société des nations, 1937, p. 56.

que la notion de service public implique l'idée que chaque lecteur, en tant que contribuable, est en droit de trouver à la bibliothèque les livres dont il a envie, encore que cette idée puisse être discutée.

Aujourd'hui, les bibliothèques ont à rechercher la rentabilité sociale, en s'ouvrant à toutes les couches de la population, et la rentabilité se mesure en catégories socioprofessionnelles inscrites, en nombre de prêts, en fréquentation de salle de lecture... Mais, au-delà des résultats quantitatifs de l'activité, quels sont les fonds offerts aux différents publics, et, partant, quels résultats qualitatifs peuvent être avancés du travail quotidien ?

La plupart des bibliothécaires sont dans l'impossibilité de fournir une analyse critique de leurs acquisitions, en les confrontant aux objectifs fixés et aux mouvements de prêts. Le présent les absorbe, l'avenir aussi quelquefois, mais ce

La plupart des bibliothécaires sont dans l'impossibilité de fournir une analyse critique de leurs acquisitions

qui est passé les intéresse moins. Or, c'est sur le proche passé que s'assoit leur activité : l'analyse rétrospective est indispensable pour ajuster au mieux l'action d'aujourd'hui et les perspectives d'avenir. Il faut non seulement évaluer les fonds, leur permanence, mais évaluer également ce qui est extérieur, c'est-à-dire l'édition, pour redéfinir périodiquement les politiques d'acquisitions, leur niveau, et établir des règles de sélection autre que celle des budgets et de la demande supposée. Sans cela, la bibliothèque publique, même de taille modeste, ne serait qu'une bouche où s'engouffreraient des masses d'aliments sans souci diététique.

Diderot disait déjà des bibliothèques qu'elles étaient « *immenses, et le commun réceptacle et des productions du génie et des immondices des lettres* ». Aujourd'hui comme hier, il est bien difficile de savoir quelles sont les productions du génie et quels sont les immondices. La valeur d'un livre est incertaine : « *Le chaos des jugements devient inextricable dès qu'il s'agit des contemporains : là, notre échelle de valeurs, déjà bien mal assurée, n'a plus rien où s'appuyer et oscille follement de tous côtés* », dit Marthe Robert³. La promotion médiatique et publicitaire brouille les cartes et nous savons mal ce qu'il convient d'acquérir et pour qui. Pourtant, il faut enrichir les fonds, et acheter, donc choisir, des livres tous les jours.

La méthode

La recherche s'est faite à partir d'une liste de références établie d'après Livres Hebdo annuel, de façon à obtenir la représentation la plus complète possible de la production. Tous les genres y coexistent tels qu'ils se présentent dans Livres Hebdo, mais les rééditions courantes et les collections de poche en ont été exclues.

Le travail a, d'une part, consisté à pointer dans les dix bibliothèques ceux des 1550 titres qui avaient été acquis en 1986 et, d'autre part, dans dix périodiques*, les critiques qui en avaient été faites. Parallèlement, une sorte de typologie assez simple de la production a été établie, à travers ses différentes composantes : la littérature étrangère, les romans sentimentaux, historiques, etc., les premiers romans, le poids des différents éditeurs, les petites maisons d'édition.

Ce travail de recherche est complété par des entretiens, avec les bibliothécaires, portant sur les budgets consacrés au roman, les

méthodes de sélection employées, les critères retenus, les politiques d'acquisition.

Portant sur la nouveauté romanesque française et étrangère dans des bibliothèques de moyenne importance d'un département très urbanisé de la petite couronne parisienne, cette enquête ne peut prétendre apporter un éclairage sur les pratiques d'autres types de bibliothèques, dans des contextes différents.

Le pointage dans les fichiers représente à la fois le point fort et le point faible de l'enquête : point fort parce que l'ampleur des données recueillies permettra une analyse approfondie des pratiques professionnelles, point faible parce que de nombreuses difficultés sont apparues, la principale étant, bien sûr, qu'aucun fichier n'est tout à fait fiable, de l'avis même des bibliothécaires concernés. Après discussion, et sous réserve de vérifications ponctuelles, il ne semble pas que la marge d'erreur soit très grande, et, après tout, les fichiers sont, avec leurs imperfections, la principale source d'information sur les fonds. Autres difficultés rencontrées, qui n'étonneront personne : des difficultés d'ordre alphabétique et de catalogage.

Enquête sur le roman

Ces quelques réflexions forment le point de départ d'une recherche universitaire, entreprise à Lyon II, en Sciences de l'éducation (cf. encadré). Des livres dans les bibliothèques, mais quels livres ? Et plus précisément : « Le rôle éducatif des bibliothèques à travers les acquisitions de romans ». Il fallait prendre une photographie de l'activité de quelques bibliothèques, pour voir, concrètement, ce qui se passait sur le terrain et recueillir les données nécessaires à une analyse précise.

Ce choix d'un travail sur la présence du roman dans les bibliothèques est né d'un intérêt personnel, et parce que le roman est à la fois le genre le plus possédé et le plus lu par les Français. C'est aussi le plus discuté, et il pouvait apparaître comme étant le plus acheté dans les bibliothèques de moyenne importance. Historiquement, le roman n'a pas toujours eu bonne réputation, en particulier dans les milieux chargés d'éducation populaire. La notion de

* Les périodiques retenus sont : *Le Monde des livres*, *Libération*, *L'Humanité*, *La Quinzaine littéraire*, *Le Magazine littéraire*, *Télérama*, *Lire*, *Marie-Claire*, *L'événement du jeudi*, *L'Express*.

3. Marthe ROBERT, *Le Puits de Babel*, Grasset, 1987, p. 83.

« bon » livre, de lecture instructive, domine toute l'histoire de la lecture. Au XIX^e siècle, le roman est accusé d'être une lecture impie, propre à détourner le lecteur de son devoir. Les idées ayant la vie dure, il n'y a guère de différence entre Suzanne Voilquin, décrivant ses lectures, dans la première moitié du XIX^e siècle — « *Je puisais dans les romans des notions fausses de la vie* » — et Joffre Dumazedier écrivant, en 1960 : « *Le roman policier est incontestablement un obstacle à la découverte d'une lecture de qualité. Lorsque le roman policier fournit des lectures de complément à l'intellectuel fatigué ou énervé, il n'a pas le même sens que lorsqu'il est l'unique nourriture d'un public⁴* ».

Les bibliothécaires sont-ils sortis de cet ostracisme ? L'exemple n'est pas si lointain de cette bibliothèque où le lecteur pouvait emprunter six livres, dont seulement quatre romans. L'inégalité des genres est une idée tenace. Quelques idées reçues continuent à circuler sur le roman, et nous sommes loin d'avoir résolu toutes nos contradictions à ce sujet.

En savoir plus sur la représentation du roman dans les bibliothèques nécessitait une enquête précise, et donc d'aller aux sources, c'est-à-dire à l'offre de lecture. Pour ce faire, j'ai choisi dix bibliothèques de villes entre 30 000 et 50 000 habitants de la Seine-Saint-Denis⁵. L'importance de la population est le seul point commun entre ces villes, car leurs bibliothèques sont de taille et de structures bien différentes les unes des autres. Cette diversité ne peut nuire à la cohérence de l'enquête car, dans la réalité, on ne trouve jamais d'équipements identiques. Il faut faire avec cette hétérogénéité — elle est inévitable ! —, et en tirer parti. Le réel, c'est cela : aucune bibliothèque ne ressemble à une autre.

Quoique encore partiels, certains résultats présentent déjà quelque

Les choix sont le résultat de l'expérience, de l'éducation, des convictions politiques ou philosophiques

intérêt : ainsi, en ce qui concerne la critique littéraire — au stade actuel du dépouillement : huit périodiques sur dix —, près de 600 romans font l'objet d'articles. 40 % de la production est donc commentée, ce qui est beaucoup, et certainement plus qu'on imagine habituellement.

La critique

Selon les supports, l'ampleur de la critique n'est, bien évidemment, pas la même : *Le Monde des livres*, qui couvre un quart de la production, *Télérama* ou *Marie-Claire* ne disposent pas des mêmes surfaces ni des mêmes moyens journalistiques.

Il faut surtout noter que les choix des critiques sont assez différents les uns des autres. En d'autres termes, il ne suffit pas de lire deux périodiques pour mieux connaître les nouveautés. Et si l'on a des doutes sur l'indépendance des critiques, cette variété des choix suffit à montrer qu'un certain nombre d'entre eux sortent des sentiers battus et soutiennent des livres que ne reconnaissent pas forcément leurs confrères : 29 % des titres choisis par *Télérama* par exemple différent de ceux du *Monde*. À dire vrai, on constate même un certain éparpillement des choix : 34 livres seulement ont fait l'objet de plus de cinq articles, et un seul a fait l'unanimité ; il s'agissait des *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* de Hawkes, au Seuil.

Près de 400 livres n'ont été analysés qu'une ou deux fois. Quelques rares éditeurs voient leur production largement commentée : Gallimard se taille la part du lion, avec généralement 15 % des articles, et le Seuil 6 à 10 %. Grasset voit sa représentation se limiter à 3 % des articles dans *Libération*, et à 5 à 8 % dans les autres périodiques. D'autres éditeurs, comme Laffont, importants par le nombre de romans publiés (56 titres), sont moins bien vus par la critique littéraire. (2 à 4 % seulement des articles lui sont consacrés).

On peut aussi rapporter le nombre d'articles aux livres publiés par chaque éditeur : 9 titres chez Gal-

limard seulement sur 81 n'ont eu aucun article, mais 20 sur 37 chez Belfond sont dans le même cas. La proportion n'est pas la même : la critique sera littéraire ou ne sera pas ! Certains éditeurs sont très favorisés par la critique, ce qui n'est pas étonnant compte tenu de leur histoire, d'autres ont une heureuse fortune critique (Alinéa, Le Dilettante, POL, Rivages), ce qui peut être considéré comme un effet de mode par les esprits chagrins, ou comme un soutien à une littérature moins connue, quand on est optimiste. Tout le monde ne parle pas des mêmes livres en même temps, loin de là. Pour être informé à travers la presse, il faut « ratisser large » et ne pas craindre de multiplier ses sources.

Les critiques ne sont pas tous inféodés à une ou plusieurs maisons d'édition. Le cas échéant, cette attitude se repère assez vite. D'ailleurs, si les critiques font des choix plus variés que ceux des bibliothécaires, ces choix sont aussi différents, ce qui provient, sans doute, d'une divergence d'objectifs.

L'enquête dans les bibliothèques est très difficile à analyser : il ne faut pas perdre de vue que tout achat ne prend son sens que dans un cadre général, en fonction des fonds existants, des perspectives de développement... Pour ce type de traitement, il faut avoir le souci du détail sans perdre de vue l'ensemble et opérer une lecture par masses, sans oublier les points d'impacts représentés par quelques titres. Sont intéressants les livres présents, mais aussi les absents. Il convient, à chaque instant, d'éviter les interprétations hâtives et de replacer ce qui se voit dans un contexte qui n'est pas donné d'emblée.

Que l'on s'en défende ou non, les pratiques, les choix sont le résultat de l'expérience, de l'éducation, des convictions politiques ou philosophiques. Pour autant, y-a-t-il une sorte de communauté de réponses aux questions qui se posent, au-delà des différences ? Je me contenterai, pour le moment, de quelques indications quantitatives, qui ne sont pas encore des

4. Joffre DUMAZEDIER, *Vers une civilisation du loisir*, Le Seuil, 1962, p. 199.

5. Les bibliothécaires contactés ont tous accepté de collaborer à ce travail avec la plus grande compréhension. Sans eux, sans leur aide, une telle investigation n'aurait pu avoir lieu. Cette recherche étant par ailleurs un peu ambitieuse pour un individu seul et sans moyens, elle est placée sous les auspices du Conseil général de Seine-Saint-Denis, département actif en ce qui concerne le livre et la lecture.

réponses, mais qui en constituent le cadre. Il s'agit, encore une fois, de petites ou moyennes bibliothèques, sans vocation particulière autre que celle de desservir les habitants de la localité : de 300 à 3 000 m², de 8 à 22 agents, ces bibliothèques dépendent de municipalités à orientations politiques diverses.

L'indépendance des bibliothécaires

Une première constatation est que la part consacrée à la nouveauté romanesque en édition courante est très différente d'une bibliothèque à l'autre : 6 à 10 %, le plus souvent, des budgets généraux de documents imprimés (hors revues), mais jusqu'à 20 et 33 % dans deux cas, sans que cette importance soit directement liée au nombre et à la taille des équipements dans les villes. Plus précisément : de 11 000 F, soit 168 volumes, à 46 000 F, soit près de 800 volumes. En fait, le roman, selon les cas, est traité en parent pauvre ou en secteur privilégié de l'acti-

vité. Il ne s'agit pas de possibilités financières, mais bien de politiques d'acquisition différentes.

Seconde constatation : le tronc d'achats communs à tous est très limité. Soixante titres seulement ont été achetés par neuf ou dix bibliothèques. On peut bien sûr penser que cela est dû à la disparité des moyens, mais cette hypothèse est contredite par le fait que les cinq bibliothèques qui achètent à peu près le même nombre de titres — autour de 300 —, ne dépassent que de quelques unités ce tronc commun. Celui-ci est composé des prix littéraires de l'année, de quelques dizaines de doyens des lettres — Duras, Troyat, Groult, Lanzmann, Merle... —, d'une vingtaine d'auteurs étrangers très connus — Boyd, Lessing, Brink, Bradbury, Irving... — et de quelques rares « jeunes » écrivains, très soutenus par les médias — Djian, Huser, Jardin. Ces choix sont les incontournables de l'année, dont une vingtaine, au moins, figureront sur les listes de France-Loisirs l'année

suivante, et dont 27 sont « passés » à Apostrophes.

Enfin, troisième constatation : une extrême hétérogénéité des achats, au-delà de ce tronc commun. Sur 1 550 titres, 567 n'ont jamais été achetés, 500 ne l'ont été qu'une ou deux fois, 216, trois ou quatre fois, 117, cinq ou six fois, 90, sept ou huit fois, et 60, neuf ou dix fois. Pour simplifier, on peut évaluer à 200 titres ceux qui ont été achetés par six bibliothèques ou plus. Cet « éclatement » peut avoir plusieurs sens. Il peut traduire notre perplexité devant la production : acheter un livre ne va pas de soi, et un titre en vaut un autre. Il peut aussi signifier que les bibliothécaires font preuve d'indépendance, suivent peu de consignes, et sont donc susceptibles de présenter des fonds plus originaux que d'autres.

Des valeurs sûres

Mais on peut avoir un autre éclairage : notre tronc commun n'est pas celui de la critique, pas plus que la dispersion. La critique n'est

donc pas notre premier prescripteur d'achat. Beaucoup de livres sont acquis sans que l'on puisse faire référence à une seule critique. Il s'agit le plus souvent d'auteurs confirmés par le temps, et dont les noms sont familiers aux bibliothécaires et sans doute au public. Comme le dit Julien Gracq : « *En France, on avance à l'ancienneté en littérature*⁶ ». Le nom d'un écrivain, surtout s'il est associé à une maison d'édition pour laquelle on a une certaine estime, peut déjà être à lui seul un critère d'acquisition. Ce sont des livres pré-prescrits, qui ne suscitent ni polémique ni enthousiasme au sein des équipes de bibliothécaires, mais que l'on acquiert de toute façon. Les bibliothécaires expriment souvent une certaine lassitude à ce sujet, sans pour autant refuser tout à fait ces achats qu'ils pensent obligatoires.

taille des équipements. Il semble donc y avoir pluralisme dans l'offre de lecture, si l'on considère la variété idéologique des maisons d'édition.

On constate cependant que, dans tous les cas, cinq éditeurs fournissent de 32 à 39 % des titres. Dans l'ordre : Gallimard, Grasset, Albin Michel, Laffont et Le Seuil, les deux derniers étant quelquefois remplacés par NEO ou Flammarion. Ces cinq éditeurs ne représentent que 20 % de notre liste de références, laquelle est assez fidèle à la production de nouveautés romanesques. Il y a donc, dans les bibliothèques, une surreprésentation d'un certain type d'édition, encore renforcée lorsqu'on examine le nombre d'exemplaires acquis : Gallimard ou Laffont doublent leur représentation dans plusieurs bibliothèques.

que les achats Gallimard peuvent dans certains cas constituer 10 % des titres, sans doute au détriment d'autres maisons, moins prestigieuses, mais qui mériteraient néanmoins un meilleur traitement. Gallimard serait un peu l'exemple type de l'investissement « père de famille », sans risque.

Enfin, quatrième et dernière constatation (très provisoire) : la littérature sentimentale en tant que telle, c'est-à-dire à travers les éditeurs spécialistes du genre — Trévisse, Tallandier, Presses de la Cité, Flamme... — est tout à fait absente des acquisitions. Non qu'elle soit totalement absente des bibliothèques, mais, lorsqu'elle s'y trouve, elle a un statut particulier, qui est d'être cantonnée aux seules collections de poche. Les bibliothécaires définissant volontiers leurs bibliothèques comme des établissements à vocation culturelle, la littérature sentimentale n'est pas encore reconnue comme genre ayant droit de cité dans les bibliothèques. Excepté dans deux cas sur dix, cette affirmation a un effet limitatif, ce qui peut d'ailleurs se justifier. Le roman policier, grâce à son aspect social, a réussi à franchir une barrière qui semblait insurmontable il y a quelques décennies à peine et a atteint l'honorabilité nécessaire et suffisante pour accéder aux rayons.

Comment vérifier, en fin d'année, si l'on a bien pu contrôler l'équilibre des acquisitions pendant les douze mois écoulés ?

Il arrive aussi que des livres jouissent d'un assez beau succès critique sans soulever de véritable élan dans les bibliothèques. Fait-on dans ces cas-là peu confiance à la critique, pourtant peu remise en cause dans le discours, ou bien l'auteur est-il encore trop nouveau ? Ce qui serait une illustration de l'affirmation de Bourdieu selon laquelle les œuvres précèdent les goûts, et ce, même dans les milieux professionnels.

Les acquisitions peuvent également être abordées sous l'angle des éditeurs. Si les bibliothécaires ne se rejoignent pas sur les titres et les auteurs, peut-être présentent-ils une certaine unité sur les éditeurs ? A première vue, les éditeurs représentés dans ces acquisitions sont nombreux : de 52 à 80, six bibliothèques se situant autour de soixante éditeurs. Ce nombre est indépendant de la

En poussant encore un peu l'analyse, il apparaît que quinze éditeurs fournissent à eux seuls 60 à 70 % des titres. Le pluralisme n'a donc pour s'exercer qu'une marge étroite de 30 à 40 % des titres, mais à se partager entre 45 ou 50 éditeurs... Dans le cas des bibliothèques « riches », ou ayant décidé de donner une certaine importance au roman, cela laisse quelques possibilités (150 à 220 titres), quelquefois beaucoup moins : 50 titres seulement.

Cette surreprésentation n'est pas souhaitée par les bibliothécaires. Elle est le résultat de pratiques quotidiennes qui sont plus lamenantes qu'éclairantes : comment vérifier, en fin d'année, sans moyens informatiques fiables, si l'on a bien pu contrôler l'équilibre des acquisitions pendant les douze mois écoulés, alors même que l'on manque de données, et globales et détaillées, sur la production éditoriale ? Ces informations devront être très affinées pour être tout à fait significatives. Qu'un éditeur comme Gallimard soit à l'honneur dans les bibliothèques n'a rien de surprenant. Ce qui l'est peut-être plus est de voir

La littérature sentimentale apparaît cependant de façon déguisée lorsqu'elle est publiée chez des éditeurs plus « nobles » — Plon, Fayard, Albin Michel —, mais elle perd alors son étiquette, et à travers quelques écrivains presque incontournables si l'on en juge la demande du public — Bradford, Benzoni, Boissard —, sans que ces auteurs fassent pour autant l'unanimité. Une sérieuse analyse des contenus permettrait de revoir ces positions trop absolues : le nom de l'éditeur ne garantit pas le genre littéraire, tant s'en faut, et le refus obstiné de certaines maisons d'édition est sans doute un peu compensé, pour les lecteurs, par l'offre involontaire qui peut leur être faite à travers d'autres maisons, à meilleure réputation, mais à production à peu près équivalente pour bon nombre de titres. Paradoxalement, les recettes de fabrication les plus usées ne sont pas les plus évidentes. Ce que nous excluons des bibliothèques, par souci d'éthique, peut y entrer, incognito, par une autre porte (Sulitzer, Avril, Guignabodet, Lanzmann...)

6. Julien Gracq, *La Littérature à l'estomac*, Pauvert, p. 15.

Il faudra encore prendre en compte d'autres paramètres pour analyser ces acquisitions : les premiers romans, la littérature étrangère, largement représentée — de 34 % à 49 % des titres retenus —, mais qu'il faudrait détailler pays par pays pour savoir si les bibliothèques accompagnent les avancées de l'édition — pays scandinaves, Italie, Orient —, ou si tout repose sur les Anglo-Saxons. Enfin, il faudra voir également du côté des petites maisons d'édition, sur lesquelles nous disons manquer d'informations, bien que ce dernier point soit partiellement démenti par l'étude de la critique littéraire.

A l'heure actuelle, cette enquête n'apporte pas vraiment de réponses au questionnement initial : au-delà des choix de chacun, dont on sent bien qu'ils ne sont pas très assurés, puisque si peu partagés, c'est toute la question de la nature de l'offre qui est posée : quels livres et pour qui ? Et pourquoi tant de disparités d'une ville à l'autre ? Il n'y a certes pas égalité du citoyen face à la lecture. Les contraintes budgétaires de certaines bibliothèques ne permettent pas de vrais choix, même si les responsables sont amenés à des sélections plus serrées du fait de leur pauvreté. D'autres, moins pauvres, laissent malgré tout dans l'ombre une partie de la produc-

tion, plus ambitieuse. Finalement, tous subissent l'attraction de l'édition ayant pignon sur rue, reconvenue, jamais remise en cause.

Parce que l'argument « *Nous devons répondre à la demande du plus grand nombre* » occupe les esprits, des auteurs comme Des Forêts, Bove, Chaillou, Thomas, Manganelli, Strauss, Onetti, Andersch, Limonov, Walser... sont présentés au compte-gouttes par deux ou trois villes seulement. Par crainte d'encombrer les rayons de livres à rotation lente, parce que ces auteurs ne sont pas (encore) grand public, ou plus simplement par méconnaissance, parce que l'on ne peut pas tout connaître, dans tous les genres ?

Les buts reconnus par tous, c'est-à-dire l'ouverture des collections, le soutien à une édition plus inventive, le souci d'un véritable pluralisme (d'idées, de genre, sans exclusions) pour un public lui-même varié, et qui attend beaucoup de l'offre qui lui est faite, devraient amener les professionnels à s'organiser pour partager réellement leur expérience et leurs connaissances. Au-delà des goûts, que personne ne songe à nier, des formations, des situations de fait, la mise en commun de leurs savoirs donnerait peut-être aux bibliothécaires plus de possibilités d'action.

La littérature appartient de plein droit à tous les lecteurs. Encore faudrait-il que ce patrimoine soit accessible à tous. On pourrait imaginer une structure de coopération organisant ce partage des connaissances, sur un mode léger, où viendraient s'agréger les collègues désireux de partager des savoirs, à un niveau départemental ou de simple voisinage.

Des travaux de recherches et de lectures, jamais les mêmes ou presque, sont effectués dans chaque bibliothèque sans qu'il y ait partage, et c'est une des anomalies de notre système. A un moment où la lecture perd de son aura culturelle parce que l'extension de l'univers télévisuel bouleverse en profondeur les valeurs auxquelles nous sommes attachés, le cloisonnement dans lequel vivent les bibliothécaires est un archaïsme dont il faudra bien qu'ils sortent, s'ils veulent accroître le rayonnement des bibliothèques. Les bibliothécaires seraient-ils trop timides ou trop peu conscients de leur valeur qu'ils ne puissent enfin la mettre en évidence ?

Lors de rencontres professionnelles — il y en a ! —, ils discutent de problèmes de personnel, de statut, de développement de réseau, mais bien rarement de livres. Pourquoi ?